L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS DIMANCHE MATIN, 4 OCTOBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES ÉDITEURS.

Voir Telle-Orléans: DIMANCHE MATIN, 4 OCTOBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRÉSIDENT:

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRÉSIDENT:

FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

On trouvera la liste des lettres à la 2me page.

COURRIER DE PARIS. — On trouvera à la seconde page un Courrier de Paris de H. de Pène.

A nos abonnés du faubourg Tremé.

L'inondation qui a ravagé le faubourg Tremé, au delà de la rue Claiborne, a forcément suspendu le service de nos porteurs dans cette partie de la ville. Ceux de nos abonnés qui y résident voudront bien vouloir réclamer le journal dans nos bureaux.

VENTE A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Paris Sheriff, à la Bourse des Négociants et des Encans.—La moitié indivise d'un terrain au Nouveau Faubourg Marigny, dans la Troisième District, dans la rue Derbigny, entre le Boulevard d'Orléans et St. Jean-Baptiste, face à la rue St Bernard, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Par G. Lemonnier, au No 66 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, chaussures et habillements.

Par H. Bonn, Marks & Co., au No 26 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, Rag fair et "sachets."

Par Dufau Jr., au No 104 de la rue Gravier, près Carondelet—Meubles, glaces, rideaux et stabals.

17e Adresse aux souscripteurs et encaissement en M. Ernest Turpin, 93 Vieilles-Levée.

ATTENTION!!

Propriété assurément à l'encan, par le shérif, — demain à midi, à la Bourse des Négociants et des Encans, la rue Royale, le shérif procédera à la vente publique et adjudication d'un terrain avec les bâtisses et autres améliorations qui s'y trouvent situé rue St Bernard, entre Dorgenois et St Jean-Baptiste, Troisième District. Voir les annonces.

Grand encan sans réserve; de meubles de tout genre. — M. J. Dejan vendra lundi 5 de octobre à 11 heures du matin, des meubles de tout genre et de toute qualité, comprenant l'assortiment le plus complet et le plus varié; aussi des pianos droits et pleins, un très fort de Tarl, des bancs de travail, dans la nouvelle cour d'encan, rue Granier No 189, au sein de la rue Carondelet.

BULLETIN.

La Convention démocratique s'est ajournée vendredi soir, après trois jours de session bien remplis. Elle a voté une adresse qui contient un exposé serré net et assez ferme de la situation et ce par la radicalisme en Louisiane, et des conditions qui se font remarquer par leur prudence. Nous ne dirons rien des nominations qui auraient pu être meilleures mais qui auraient pu aussi être plus mauvaises. L'important est que les candidats puissent remplir les conditions légales d'éligibilité et qu'ils soient de bons démocrates, et la Convention ne les a évidemment nommés qu'après avoir vérifié ces deux points.

Il a été impossible à la Convention d'obtenir avant de s'ajourner, aucune garantie sérieuse pour l'enregistrement des électeurs. Une lettre de M. Fredrick, l'un des trois enregistreurs du Jardin, au contraire, qu'il n'y a rien à obtenir de ces deux collègues, qui persistent dans leur interprétation inique de la législation et qui sont décidés, à l'avance, à interpréter avec le même parti pris de partialité toute nouvelle loi qui pourra voter la Législature. Le gouverneur se retranche hypocritement derrière un droit légal pour ne pas destituer MM. Baker et Ferguson. Ainsi, M. Pitkodick est convaincu, comme nous l'étions nous-même, que le parti radical ne cherche qu'à gagner du temps en ne nommant pas prêt à accorder des concessions qui ne pourront, dans la pratique, remédier aux manœuvres du rusé Baker et de ses collègues.

Si une grande partie des électeurs de la ville persévérant, en montrant du zèle et en prenant des *rendezvous*, à se faire inscrire, il est douteux que dans les paroisses éloignées, l'enregistrement puisse être effectué à temps, c'est à dire avant le 24 octobre, terme du délai fixé par la loi. Ce n'est que tout récemment que les ordres sont partis pour l'ouverture des bureaux, et on admettant que les présidents ne perdent pas un jour pour se rendre à leurs postes, il y aura de la paresse où les bureaux ne pourront être ouverts avant le 10, le 12 ou le 15 octobre. Le temps matériel manquera donc pour inscrire tous les ayant droit.

Quelles sont les intentions du parti radical pour le cas où l'élection ne pourrait être suivie d'un enregistrement complet? Est ce de nommer les électeurs présidentiels par la législature, ou de se passer d'élection, ou bien encore de tenir l'élection quand même avec un enregistrement partiel? Ce n'est pas nous qui pouvons répondre à cette question. Il est clair qu'en agissant comme il a fait et en votant dans les opérations d'enregistrement de façon à rendre l'élection problématique, le parti radical a prouvé qu'il ne comptait pas sur la majorité et qu'il n'avait aucun espoir de voir le peuple de l'Etat voter pour Grant et Colfax. Mais il est difficile de savoir au juste quel est le plan arrêté pour arriver à donner les sept votes de l'Etat à ces deux candidats.

La Convention Démocratique s'est précoupée de l'éventualité qui peuvent surgir de la situation actuelle, et elle a autorisé le Comité Central Démocratique, pour le cas où la Législature s'arrogerait le droit de nommer les électeurs présidentiels, à faire ouvrir des bureaux d'élection dans toutes les paroisses, afin de permettre au peuple de voter pour les électeurs présidentiels. Il est plus que douteux que les électeurs qui seraient ainsi recueillis, soient admis par le Sénat des Etats-Unis, mais ils auraient au moins la valeur d'une protestation contre les votes donnés par la Législature, et ils fourniraient aux démocrates du Nord un puissant argument pour contester l'élection de Grant si ce dernier était élu seulement à l'aide des votes envoyés par la législature louisianaise.

A côté de cette mesure qui, il ne faut pas le dissimuler, offre certaines difficultés pratiques, la Convention n'a cré rien devoir arrêter d'une manière définitive, au point de vue de la résistance à l'usurpation radicale. Elle s'est contentée de dire dans ses résolutions que "la responsabilité des conséquences que pourrait avoir un si flagrant outrage (la suppression du droit de voter à l'élection présidentielle) devra retomber sur ceux qui violeraient ainsi les lois faites par eux mêmes" Cette réserve a été dictée aux conventionnels par un sentiment de prudence que nous n'avons pas à juger. L'avenir dira s'il était justifié.

C'est dans le même esprit de modération que la proposition relative au refus de l'impôt a été remise jusqu'à nouvel ordre. Les circonstances peuvent rendre cette mesure impérative, mais ce sera pas absolument nécessaire de réunir une nouvelle Convention pour y avoir recours. Une simple entente entre les citoyens suffira pour rendre le moyen efficace.

La session de la Législature, vendredi, a été très agitée que celle de la veille avait été orageuse. Il faut dire aussi que la Chambre n'a pas siégé faute de quorum et que le Sénat n'a pas commencé la séance à l'heure accoutumée. Il n'est donc pas juste de dire aujourd'hui que le bill qui assimile le gouverneur à détourner les fonds de l'Etat pour venir au secours du Trésor a été rejeté par la majorité des voix, mais qu'il a été ajourné pour un temps indéfini. Le chargement est, nous le croyons, la seule question sur cette question ne sera pas tranchée dans l'eau.

Dans la séance de jeudi, nous avons eu quelques nuages radical, piqué par une mouche officieuse, a bien secret de sa conscience froissée, éprouve le besoin irrésistible de dire à ses chers collègues leurs petites vérités et de jeter la lumière sur leurs ténébreux tripotages et sur leurs spéculations éhontées.

Il a dit entre autres choses à ses collègues qu'il n'en était pas de même pour les bills de finances aux comités desquels, pensait que ceux ci devaient faire preuve de consciencieusement, mais qu'il était choqué à la conclusion forcée qu'il y avait en ce moment à la Législature les plus infâmes tripotages financiers dont il ait jamais eu connaissance, les escroqueries, la malhonnêteté et l'indifférence de la Législature.

Cette virulente sortie qui confirme, en termes plus énergiques, ce que les démocrates ont dit de cette assemblée, ne fut suivie, en aucune façon dans le procès verbal de la séance, insérée au journal officiel. Le rédacteur de ce procès verbal a pensé que toutes les vérités n'étaient pas bonnes à ..... publier. Il en est de même du discours mémorable prononcé par l'ex-général McMillen sur le bill qui devait autoriser le gouverneur à créer au profit d'un sien ami une petite régence de $200,000 à $250,000 par an. Il s'agissait de rendre obligatoire le passage de tout le coton à raison de 25 cents par balle, à percevoir au profit du dit ami de gouverneur, déduction faite peut-être de quelque remise, pot-de-vin, commission ou autre émolument, si toutefois Peter Harper n'a pas menti quand il a dénoncé les tripotages et les trafics illicites qui se commettent au Mechanic's Institute.

Ce qu'il y a de plus curieux c'est de voir que cette vertueuse indignation contre la création d'une si monstrueuse sinécure vient de l'homme qui a fait voter l'érection de sa terre en chef-lieu de paroisse afin de pouvoir transformer quelques centaines d'arpents en lots de ville, de l'homme qui a présenté le bill dix des impressions publiques, dont l'objet réel a été de créer un monopole exorbitant au profit d'un journal dans lequel on dit M. McMillen plus ou moins intéressé, de l'homme enfin qui demandait l'exposition d'un de ses collègues parce que celui ci avait osé réclamer une enquête sur des faits de corruption allégués contre le gouverneur Warmoth. Or, ce même M. McMillen n'hésite pas, à l'avance, à qualifier de coquin parvenu et *la ligne* le peseur de coton qui pourrait être nommé par son ami Warmoth. On a bien raison de dire qu'on n'est jamais trahi que par les siens.

Quelle est, en réalité, l'explication de cette pièce comédie? M. McMillen revient du Nord où il n'a pas fait long séjour, mais il y est revenu assez de temps pour savoir que les tripotages de l'auguste assemblée dont il fait partie, font quelque peu de bruit par la presse et que les radicaux du Nord ont beaucoup de peine à défendre les radicaux du Sud de toutes les accusations portées contre eux. Or, comme il a fait sa petite affaire, il songe à servir les intérêts du parti en devenant vertueux et en rappelant à la décence ceux des siens qui se montrent trop gourmands.

On peut encore supposer que la récente décision de la Chambre de commerce à propos des inspecteurs et des peseurs de foin, de farine et de tabac, a fait prévoir un échec complet pour la spéculation qui faisait l'objet du bill créant un emploi de peseur de coton, et que M. McMillen a voulu fournir à la Chambre l'occasion de montrer son désintéressement. L'auteur du bill qui, paraît-il, a bon dos, s'est tenu parfaitement coi et a reçu, sans sourciller, la volée de bois vert que lui a administrée le vaillant McMillen. C'était dans l'intérêt du parti! Le nom du bon parti qui a joué le rôle du baudet sacrifié dans *Les animaux malades de la peste*, est D. H. Reese, de Lafourche. McMillen n'a qu'à se bien tenir; Reese pourrait bien prendre sa revanche un de ces jours.

Le temps à autre, nous voyons qu'il est question d'un comité qui doit prendre la Législature sous les jours successifs aux jours, les semaines aux semaines, et les mois aux mois, et le congé n'arrive pas. Nous en sommes au 80e jour de la session et déjà la journal officiel a publié 199 lois votées, approuvées et paraphées; plus d'une loi par jour! Il est grand temps que nos législateurs nous accordent un peu de répit, que Dieu soit ce que nous cessons de voter des lois ou nous ressorons de payer!

PLUIES DANS LE NORD DE L'ETAT.—Des nouvelles de Shreveport et de Jefferson, Texas, nous informent qu'il y a eu de fortes pluies dans cette région, du 22 au 26 septembre. Depuis quarante huit heures nous n'avons rien entendu sur nos voisins de la Rivière Rouge, car c'est un véritable déluge qui a transformé la Nouvelle Orléans en lac.

Vente de meubles à l'encan.—Les personnes qui désirent renouveler leur maison et vendre leurs meubles, feraient bien de suivre les ventes régulières de M. J. Dejan, 104 Gravier No 189, au coin de la rue Carondelet et auront des aubaines d'encans que Elles réaliseraient pour elles les hauts prix obtenus par M. Dejan dans son intérêt personnelle à ces ventes d'encan, et exprès promptement et il devra nous dans des retours exacts et scrupuleux.

INSTRUMENTS DE MUSIQUE.—M. Blackman, qui vient de transférer son établissement rue de Canal, No 164, en face l'Eglise de Christ, au coin de Carondelet, et les habitués, les amateurs de la musique sont invités à visiter les magasins de Kyabe et de ses orgues de Prince. Voyez plus loin l'avis publié à ce sujet.

HABITS ET LINGE FAIT— Nous annonçons l'ouverture du nouveau magasin d'habits de H. T. Walshe, rue du Canal No 110, au local occupé précédemment par Miss Turner. Ce magasin se distingue non seulement par un stock immense d'articles variés, choisis, et d'une confection supérieure, mais encore par des prix marqués et qui ne varient pas. En voyant ces prix chacun sait s'il peut acheter ou s'il ne le peut pas, et de cette manière il évite la frande de marchander et sauvegarde les marchandises dont on a envie mais dont on ignore la valeur. Les prix marqués sont certainement une preuve d'honnêteté incontestable. Nous recommandons surtout les habits d'enfants et de jeunes garçons qui forment dans l'établissement de M. B. T. Walshe un des plus beaux stocks de Sud. Voyez l'annonce.

ARCHITECTE ET ENTREPRENEUR.—Nous recommandons aux personnes qui ont des travaux à faire M. J. A. Cullen, architecte et entrepreneur, qui vient de donner à ses ateliers, rue Bourgogne, No 222, une grande extension, de façon à remplir promptement tous les ordres qui lui seront confiés. M. Cullen continue à s'occuper de plans de constructions et de ventes, à son bureau, Passage de la Bourse, No 37. On le trouvera à son bureau ou à ses ateliers aux heures indiquées dans son annonce.

CHANGEMENT DE LOCAL.— M. E. Prollaud, l'habile horloger qui était établi depuis dix ans rue de Conti, No 1, a transféré son magasin rue du Canal, No 145, entre les rues Bourbon et Dauphine.

TRANSPERT.— MME WASHINGTON annonce aujourd'hui qu'elle a transféré son brillant établissement de modes au No 197 rue du Canal, entre Bourgogne et Rampart. L'établissement de Mme Washington a une grande renommée d'élégance et de supériorité. C'est là que les dames sont coiffeuses avec tant de goût et qu'on achète les patrons les plus nouveaux et les plus variés. Voyez l'annonce.

MODES ET ARTICLES DE MODE.—La maison W. Danphin, 150 rue du Canal, a reçu récemment un grand assortiment de pailles d'Italie et d'Angleterre, de toutes dimensions, de chapeaux pour dames et demoiselles, de crêpes, tulles, dentelles, parures, coiffures et garnitures. Elle a réduit le prix de ses fleurs, pour les faire rapidement afin de faire place au nouveau stock qu'elle attend. Nous engageons les dames et les modistes à visiter les magasins de cette maison. Voir l'annonce.

Nouvelles de Saint-Landry.

Nous empruntons au *Crescent* la lettre suivante qui indique l'origine des troubles qui viennent d'avoir lieu dans la paroisse St-Landry et la manière dont ils se sont terminés.

Opelousas, 29 septembre 1868.

Ce village vient de passer par deux journées d'agitation et d'alarme tels qu'il n'y en a pas eu depuis les deux incursions de Banks, et je vais vous en indiquer brièvement la cause. Vous avez pu remarquer que l'organe radical de la paroisse, le *Progrès* de St Landry, a repris il y a quelques semaines sa vie de la première du patronage d'Hiriel. Le rédacteur de cette feuille, un certain Emerson Bentley, qui prêche régulièrement à ses maîtres, le *Republican*, les menaces les plus effrontés et les plus incroyables, a publié, il y a quelques semaines, un article insultant et mensonger contre les mesures de tel, qui, hier matin, se sont souvenu avec la même rage que d'habitude. C'était dans l'intérêt du parti! Le nom